



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.489/4
du 12 décembre 2013

advies 54.489/4
van 12 december 2013

sur

over

un projet d'arrêté ministériel
'modifiant diverses
dispositions relatives au statut
des militaires'

een ontwerp van ministerieel
besluit 'tot wijziging van
verschillende bepalingen
betreffende het statuut van
militairen'

Le 14 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté ministériel 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 décembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 décembre 2013.

*

Op 14 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van ministerieel besluit 'tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het statuut van militairen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 december 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Il ressort du préambule que le texte en projet trouve ses fondements juridiques dans diverses dispositions légales et réglementaires.

À cet égard, les deuxième à quatrième alinéas du préambule visent des dispositions légales qui sont modifiées par la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées', telle que celle-ci a elle-même été modifiée par la loi du 31 juillet 2013 ¹.

En exécution de l'article 272 de la loi du 28 février 2007, ces dispositions entreront en vigueur au plus tard le 31 décembre 2013 ².

Par conséquent, la demande d'avis n'est pas prématurée mais l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'arrêté ministériel examiné ne pourra entrer en vigueur qu'après l'entrée en vigueur de tous ses fondements juridiques.

¹ La loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire' a été publiée au *Moniteur belge* du 20 septembre 2013 (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2879/1).

² Pour les articles 16 et 16bis de la loi du 23 décembre 1955 'sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs', voir les articles 296 et 297 de la loi du 31 juillet 2013 insérant les articles 207/3 et 207/4 dans la loi du 28 février 2007, dispositions dont l'article 1^{er}, 1^o, du projet d'arrêté royal 'portant mise en vigueur de certains articles de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées' (sur lequel l'avis 54.490/4 est donné ce jour) fixe l'entrée en vigueur au 31 décembre 2013. Pour l'article 6, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées', voir l'article 334 de la loi du 31 juillet 2013 modifiant l'article 236 de la loi 28 février 2007, dont l'article 1^{er}, 1^o, du projet d'arrêté royal précité 'portant mise en vigueur de certains articles de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des forces armées' fixe l'entrée en vigueur au 31 décembre 2013.

Pour les articles 21, alinéa 2, et 139, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007, tels que remplacés par les articles 33 et 201 de la loi du 31 juillet 2013, voir l'article 48, 1^o, du projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2003 relatif au recrutement des militaires' (sur lequel l'avis 54.017/4 a été donné le 9 octobre 2013), qui fixe l'entrée en vigueur de l'article 21 au 31 décembre 2013, et l'article 35, 1^o, du projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives à la carrière des militaires du cadre actif des forces armées' (sur lequel l'avis 54.491/4 est donné ce jour), qui fixe l'entrée en vigueur de l'article 139 au 31 décembre 2013.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu de viser l'article 167, § 1^{er}, de la Constitution comme fondement juridique de l'article 6 du projet, dès lors que cette disposition doit être omise de l'accord de l'officier délégué³.

Pour la même raison, l'alinéa 14 sera omis.

2. Les alinéas 2 à 4 seront revus conformément aux précisions données quant aux fondements juridiques.

3. L'alinéa 6 doit viser l'article 3, alinéa 2, de la loi du 30 août 2013 'instituant la carrière militaire à durée limitée'⁴.

4. À l'alinéa 9, il y a lieu d'ajouter, comme fondement juridique, l'article 20 de l'arrêté royal du 2 septembre 1978 'relatif au statut des officiers auxiliaires et candidats officiers auxiliaires pilotes' qui sert de fondement juridique à l'article 18 du projet.

5. L'alinéa 11 vise un « projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 271/5 de la loi du 28 février 2007 » qui est invoqué comme fondement juridique des articles 1^{er}, 2, 10 et des annexes 1 à 3 du projet.

Interrogé sur ce point, l'officier délégué a indiqué que ce projet d'arrêté royal, qui a pour objet des délégations, fait l'objet des dernières formalités préalables.

Outre le fait que la section de législation du Conseil d'État n'a pas connaissance du contenu de ce projet d'arrêté royal, il faut constater que l'article 21, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007, tel qu'il sera remplacé par la loi du 31 juillet 2013, charge le ministre de fixer le modèle de l'acte d'engagement.

L'alinéa 11 sera dès lors omis.

6. À l'alinéa 15, il n'est pas nécessaire d'indiquer les modifications subies par l'arrêté ministériel qui est abrogé par l'article 21, 2^o, du projet⁵.

³ L'article 6 du projet n'a pas d'utilité eu égard au texte de l'arrêté ministériel du 3 avril 1973 'relatif aux insignes distinctifs portés par les officiers issus de l'Ecole royale militaire et les élèves de cette école', tel qu'il a été publié au *Moniteur belge* (M.B., 19 avril 1973, p. 4823).

⁴ La loi du 30 août 2013 'instituant la carrière militaire à durée limitée' a été publiée au *Moniteur belge* du 4 octobre 2013.

⁵ *Principes de technique législative* - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

DISPOSITIF

Article 14

Comme en a convenu l'officier délégué, il est préférable de rédiger l'article 14 en indiquant que ce sont les mots « 3, § 3 » qui doivent être remplacés par les mots « 3, § 4 ».

Article 18

Interrogé sur l'article 7, en projet, l'officier délégué a indiqué qu'il ne fallait pas uniquement viser le passage des officiers auxiliaires pilotes vers la catégorie d'officiers de carrière de niveau B, mais également vers la catégorie d'officiers de carrière de niveau A.

L'article 18 du projet sera complété en conséquence.

Article 19

Concernant le fondement juridique de l'article 19 du projet, l'officier délégué a précisé ce qui suit :

« La base légale de cette disposition se trouve à l'Art 10*bis*

de la loi du 23 décembre 1955 qui renvoie vers le statut des militaires de carrière et donc vers les règles fixées à l'Art 21, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007 relatives aux actes d'engagement, selon lesquelles cet acte est fixé par le ministre de la Défense. Le préambule sera complété en ce sens ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Uit de aanhef blijkt dat de ontworpen tekst zijn rechtsgrond vindt in verschillende wettelijke en reglementaire bepalingen.

In dat opzicht verwijzen het tweede tot het vierde lid van de aanhef naar wettelijke bepalingen die gewijzigd zijn bij de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht', zoals die zelf is gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013¹.

Ter uitvoering van artikel 272 van de wet van 28 februari 2007 zullen die bepalingen in werking treden ten laatste op 31 december 2013².

De adviesaanvraag is bijgevolg niet voorbarig maar de aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat het voorliggende ministerieel besluit pas in werking zal kunnen treden na de inwerkingtreding van alle rechtsgronden ervan.

¹ De wet van 31 juli 2013 'tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel' is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 september 2013 (*Parl.St.*, Kamer 2012-2013, nr. 2879/1).

² Voor de artikelen 16 en 16bis van de wet van 23 september 1955 'betreffende de hulpofficieren van de Luchtmacht, piloten en navigatoren', zie de artikelen 296 en 297 van de wet van 31 juli 2013 tot invoeging van de artikelen 207/3 en 207/4 in de wet van 28 februari 2007, van welke bepalingen de inwerkingtreding is vastgesteld op 31 december 2013 bij artikel 1, 1°, van het ontwerp van koninklijk besluit 'houdende inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht' (waarover heden advies 54.490/4 is verstrekt).

Wat betreft artikel 6, tweede lid, van de wet van 16 mei 2001 'houdende statuut van de militairen van het reserviekader van de krijgsmacht', zie artikel 334 van de wet van 31 juli 2013 tot wijziging van artikel 236 van de wet van 28 februari 2007, waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 31 december 2013 bij artikel 1, 1°, van het voornoemde ontwerp van koninklijk besluit 'houdende inwerkingtreding van sommige artikelen van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht'.

Wat betreft artikel 21, tweede lid, en artikel 139, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007, zoals die zijn vervangen bij de artikelen 33 en 201 van de wet van 31 juli 2013, zie artikel 48, 1°, van het ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2003 betreffende de werving van de militairen' (waarover op 9 oktober 2013 advies 54.017/4 is verstrekt), dat de inwerkingtreding van artikel 21 vaststelt op 31 december 2013, en artikel 35, 1°, van het ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de loopbaan van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht' (waarover heden advies 54.491/4 is verstrekt), dat de inwerkingtreding van artikel 139 vaststelt op 31 december 2013.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid dient niet verwezen te worden naar artikel 167, § 1, van de Grondwet als rechtsgrond voor artikel 6 van het ontwerp, aangezien die bepaling in overleg met de gemachtigde officier weggelaten moet worden³.

Om dezelfde reden moet het veertiende lid ook weggelaten worden.

2. De leden 2 tot 4 dienen herzien te worden overeenkomstig de preciseringen inzake de rechtsgronden.

3. In het zesde lid dient verwezen te worden naar artikel 3, tweede lid, van de wet van 30 augustus 2013 ‘tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur’⁴.

4. In het negende lid dient als rechtsgrond artikel 20 te worden toegevoegd van het koninklijk besluit van 2 september 1978 ‘betreffende het statuut van de hulpofficieren en kandidaat-hulpofficieren piloten’, dat als rechtsgrond dient voor artikel 18 van het ontwerp.

5. In het elfde lid wordt verwezen naar een “koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 271/5 van de wet van 28 februari 2007”, dat wordt aangevoerd als rechtsgrond voor de artikelen 1, 2, 10 en de bijlagen 1 tot 3 bij het ontwerp.

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde officier aangegeven dat met betrekking tot dat ontwerp van koninklijk besluit, dat delegaties tot doel heeft, de laatste voorafgaande vormvereisten worden vervuld.

Naast het feit dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State geen kennis heeft van de inhoud van dat ontwerp van koninklijk besluit, dient vastgesteld te worden dat artikel 21, tweede lid, van de wet van 28 februari 2007, zoals het vervangen zal worden bij de wet van 31 juli 2013, de minister belast met het bepalen van het model van de indienstnemingakte.

Het elfde lid dient bijgevolg weggelaten te worden.

6. In het vijftiende lid is het niet nodig om de wijzigingen te vermelden die vroeger zijn aangebracht in het ministerieel besluit dat opgeheven wordt bij artikel 21, 2°, van het ontwerp⁵.

³ Artikel 6 van het ontwerp heeft geen nut, gelet op de tekst van het ministerieel besluit van 3 april 1973 ‘betreffende de onderscheidingstekens welke gedragen worden door de officieren gesproken uit de Koninklijke Militaire School en de leerlingen van deze school’, zoals het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad (B.S. 19 april 1973, p. 4823).

⁴ De wet van 30 augustus 2013 ‘tot instelling van de militaire loopbaan van beperkte duur’ is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 4 oktober 2013.

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

DISPOSITIEFArtikel 14

De gemachtigde officier heeft beaamd dat het verkieselijk is om in artikel 14 te stellen dat de woorden “3, § 3” vervangen worden door de woorden “3, § 4”.

Artikel 18

Op een vraag betreffende het ontworpen artikel 7, heeft de gemachtigde officier aangegeven dat niet enkel verwezen diende te worden naar de overgang van de hulpofficieren-piloten naar de categorie van de beroepsofficieren van niveau B, maar eveneens naar de categorie van de beroepsofficieren van niveau A.

Artikel 18 van het ontwerp moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

Artikel 19

Wat betreft de rechtsgrond van artikel 19 van het ontwerp, heeft de gemachtigde officier het volgende verduidelijkt:

“La base légale de cette disposition se trouve à l’Art 10bis de la loi du 23 décembre 1955 qui renvoie vers le statut des militaires de carrière et donc vers les règles fixées à l’Art 21, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007 relatives aux actes d’engagement, selon lesquelles cet acte est fixé par le ministre de la Défense. Le préambule sera complété en ce sens”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY